La question amazighe aujourd'hui: une lecture juridique

Essaid Taib

Professeur à l'Ecole nationale d'administration, Algérie

Résumé:

Les constitutions algériennes consacrent les droits fondamentaux reconnus au citoyen, confirmés par la ratification d'instruments internationaux et régionaux. Enfin, la constitution de 2016 reconnaît tamazight comme langue nationale et officielle, admettant ainsi que le droit à la langue minoritaire fait partie des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ce qui génère nécessairement l'exercice de droits linguistiques et culturels. Seulement, cette constitutionnalisation s'est faite de manière problématique et conditionnée, elle pose alors la question du statut de tamazight, au regard de deux principes généraux du droit, ceux de liberté et d'égalité. Le droit positif demeure inachevé, accompagné par un faible soutien institutionnel ; mettant ainsi en péril la sauvegarde d'un patrimoine linguistique et culturel millénaire.

Mots Clefs:

Constitutionnalisation, culture, identité , langue, droits.

ملخص:

كل الدساتير الجزائرية تركز الحقوق الاساسية المعترف بها للمواطن مع المصادقة على المعاهدات الدولية. أخير اعترف دستور 2016 بالأمازيغية كلغة وطنية و رسمية و بالتالي يعترف بأن الحق فى لغة الأقلية هو جزء لا يتجزأ من حقوق الانسان و الحريات الاساسية مما يولد بالضرورة ممارسة الحقوق اللغوية و الثقافية. لكن تمت دسترتها بطريقة شكلية و مشروطة. ومن هذا المنظار تطرح اذا

مسألة مكانة الامازيغية بالنظر الي المبدأين العامين للقانون : مبدأ الحرية و المساواة. القانون الوضعي يبقى غير مكتمل و تميزي مرافقا بدعم مؤسساتي ضعيف مما يعرض الخطر على التحفظ بتراث لغوي و ثقافي موجود منذ آلاف السنين.

الكلمات الدالة:

دسترة لغة، لغة، ثقافة، هوية، حقوق.

Summary:

The Algerian constitutions enshrine the fundamental rights recognized for the citizen, confirmed by the ratification of international and regional instruments. Finally, the 2016 constitution recognizes Tamazight as a national and official language, thereby acknowledging that the right to the minority language is part of human rights and fundamental freedoms, which necessarily generates the exercise of linguistic and cultural rights. Only, this constitutionally was done in a problematic and conditioned way, it then poses the question of the status of tamazight, with regard to two general principles of law, freedom and equality. Positive law remains incomplete, accompanied by weak institutional support; thus endangering the safeguarding of a thousand-year-old linguistic and cultural heritage.

Key Words:

Constitutionalisation, culture, identity, language, rights.

Introduction

« *Iddoul sanga n'rouh* »

Ait Menguellat ¹

La dimension *amazighe*² de l'identité algérienne³ a été niée au nom d'un roman national mythifié, fondé sur l'araboislamisme⁴, alors qu'il est historiquement *amazigho*-arabo-islamique. La revendication pour la reconnaissance de *tamazight* est une longue lutte menée d'abord par les militants berbéristes, relayée par la suite par des mouvements associatifs et des partis politiques⁵, lutte qui a commencé au début du siècle dernier et qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Les partisans d'une Algérie amazighe et plurielle ont eu à subir toutes sortes de violences : brimades, interpellations, censures, arrestations, emprisonnements, exactions jusqu'aux liquidations physiques avec par exemple « Printemps noir » de 2001.

Le régime a consenti quelques concessions tactiques et politiciennes, reconnaissant, dans un premier temps, l'*amazighité* comme composante de l'identité nationale, en troisième position derrière l'arabité et l'islamité ; puis dans un second temps, la consacrant ainsi : « *Tamazight est également langue nationale et officielle* »⁶.

1_ "La longue marche", in Tassadit Yacine, "Ait Menguellat chante ...", Editions Bouchene/Awal, Alger, 1990, page 258.

2_ Transcription retenue par la constitution.

3_ Gabriel Camps (2011), « *Les berbères, mémoire et identité* », Alger, Editions Barzakh.

4_ Collectif (2016), « *Algérie arabe, en finir avec l'imposture* », Alger, Editions Koukou.

5_ Amar Ouerdane, 1993, « La question kabyle dans le mouvement national algérien, 1926-1980 », Alger, Editions Epigraphe, Editions Dar el ijthad ; Yassine Temlali, 2015, « La genèse de la Kabylie. Aux origines de l'affirmation berbère de l'Algérie », Alger ; Editions Barzakh.

6_ Article 4 de la constitution de 2016, Loi n° 16-01 du 6 mars 2016 portant révision constitutionnelle, JO n° 14 du 7 mars 2016.

La place de l' *amazighité*, aujourd'hui, à travers le prisme du droit et des institutions ; droit pris comme discours officiel et parole politique et du politique, est révélatrice de l'intention véritable du pouvoir. Le droit est aussi un discours de vérité, il dévoile, au-delà des énoncés formels, l'attitude, la pratique et les stratégies du pouvoir en ce qui concerne la prise en charge de l' *amazighité* qui incombe désormais à l'Etat du fait de son officialisation. Force est de constater que le bilan est pauvre. L' *amazighité* est loin d'être réhabilitée, dans un sens politique afin de bénéficier d'une considération pleine et entière ; dans un sens juridique afin qu'elle s'approprie et que soient exercés des droits linguistiques et culturels effectifs.

I. Tamazight, un statut de langue minorée

La langue est l'un des principaux et profonds référents identitaires d'un peuple. Dès l'indépendance, l'arabe littéraire a été imposé comme seule langue nationale et officielle en dépit de la pluralité linguistique et culturelle de la société algérienne. La Plateforme de l'entente nationale¹ est le premier document officiel à reconnaître l' *amazighité*, comme l'une des composantes *patrimoniales* de l'identité nationale. Mais ce texte n'est qu'un document politique, adopté conjoncturellement par une instance non représentative et sans incidence juridique. La reconnaissance officielle de l' *amazighité* s'est concrétisée de manière administrative à travers la création, en 1995, du Haut-commissariat à l' *amazighité*², ensuite de manière constitutionnelle en 2002

¹ Décret présidentiel n° 96-304 du 17 septembre 1996 relatif à la publication de la Plateforme de l'Entente Nationale, JO n° 54.

² Décret présidentiel n° 95-147 du 27 mai 1995 portant création du Haut-commissariat chargé de la réhabilitation de l' *amazighité* et de la promotion de la langue amazighe, JO n° 29., ci-après Haut-commissariat.

avec *tamazight* comme langue nationale, puis en 2016 comme langue officielle.

1. Une consécration constitutionnelle biaisée

L'Algérie a ratifié des instruments internationaux prescrivant la reconnaissance des droits linguistiques et culturels : la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1966, la Charte africaine des droits de l'Homme de 1981, la Charte arabe des droits de l'Homme de 2004. Malgré ces ratifications¹, la langue *amazighe* demeure privée de ses droits linguistiques² dans son propre pays. Ironie de l'histoire, la Déclaration universelle du droit des peuples avait été proclamée à Alger³, laquelle déclare en son article 13 que « *tout peuple a le droit de parler sa langue, de préserver, de développer sa culture* » et qui consacre la section IV au droit à la culture, la section VI aux droits des minorités.

Les constitutions de 1989 et 1996 ne font qu'évoquer dans leurs préambules l'existence, dans l'histoire du pays, des rois numides. Le boycott de l'année scolaire 1994–95 et la création du Haut-commissariat n'ont eu aucun impact sur la constitution de 1996, elle se contente d'admettre en préambule, pour la première fois, l'*amazighité* comme l'une des composantes

¹ _Mais elle n'a pas adhéré à la Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle de 2001, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007, la Déclaration universelle des droits linguistiques de Barcelone de 1996,

² _ Henri Giordan (2012), « *L'évolution du droit linguistique et les langues minoritaires* » ;

<http://www.academiadelalingua.com>.

³ _ Le 4 juillet 1976 à l'initiative de la Fondation internationale Lelio Basso et de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples.

de l'identité nationale, mais l'article 42¹ prend le soin d'exclure l'*amazighité* du champ des objectifs des partis politiques.

Il faut attendre la révision constitutionnelle de 2002 pour que l'article 3 bis admette un début de reconnaissance. Cet article a été largement critiqué (Haut-commissariat, 2003) car il consacre *tamazigh* comme langue nationale seulement. Il n'empêche que cet article a été intégralement repris par l'article 4 de la constitution de 2016 et qui le complète en consacrant *tamazight* langue officielle. L'article 4 contient cinq alinéas dont les quatre premiers méritent un commentaire.

Alinéa 1. « *Tamazight est **également** langue nationale et officielle* ». C'est juste le constat d'un fait historique et sociologique incontestable. Ce faisant, le constituant décide qu'elle n'est pas la langue de communautés ou de territoires, ce qui revient à les priver de droits linguistiques ou de droits collectifs. L'adverbe « *également* », n'est pas innocent, il signifie la position seconde de *tamazight* par rapport à la langue arabe positionnée en premier à l'article 3. Ce qui constitutionnellement, confère une inégalité de droit. L'inégalité est confirmée car *tamazight* n'est pas reconnu de la même manière que la langue arabe², ce qui revient à dire qu'une catégorie de la population ne bénéficie pas d'une pleine citoyenneté. Toutes les constitutions disposent que l'arabe est la langue nationale et officielle, or l'article 3 de la constitution de 2016 ajoute un alinéa inédit : « *L'Arabe **demeure** la langue officielle de l'**Etat*** », pourquoi si ce n'est pour confirmer sa suprématie sur *tamazight*, révélateur d'une vision conflictuelle des langues. Cet alinéa jette le trouble sur

¹ _ Qui donne les conditions à respecter pour la création d'un parti politique.

² _ Article 3 de la constitution : « *L'Arabe est la langue nationale et officielle. L'Arabe demeure la langue officielle de l'Etat* ».

l'intention du constituant. Les opposants à *tamazight* ne manqueront pas de s'en prévaloir pour réfuter l'utilisation de cette langue dans toute sa plénitude. Si *tamazight* n'est pas langue officielle de l'Etat, cela signifie aussi qu'il n'est pas un élément constitutif de la souveraineté nationale comme cela est dit à propos de l'arabe par la loi n° 91-05 relative à la généralisation de l'utilisation de la langue arabe¹.

Aliéna 2 : « *L'Etat œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variantes linguistiques en usage sur le territoire national* ». C'est la conséquence de *tamazight* langue nationale, ce qui veut dire que *tamazight* est la propriété de la nation. Langue nationale renvoie vers nationalisation et, par ricochet, étatisation, c'est-à-dire appropriation, en clair, seul l'Etat central prend en charge *tamazight*, comme il l'entend bien sûr ; du coup, il prive ses locuteurs de postuler à des droits linguistiques. L'alinéa 1 de l'article 4 dispose que « *Tamazight est également langue nationale* » de manière indéfinie, alors que l'article trois dit que « *l'arabe est la langue nationale* » de manière définie ; ces formulations révèlent la volonté de ne pas mettre juridiquement les deux langues sur le même pied d'égalité ; d'ailleurs la discrimination linguistique n'est pas interdite comme le montre l'article 32 de la constitution². L'Etat œuvre à la promotion de *tamazight* dans toutes ses variétés linguistiques sans faire référence à des communautés ou à des territoires. On peut aussi penser que le constituant n'a pas voulu privilégier

1_ La comparaison avec la langue arabe est inévitable, auréolée d'un statut de supériorité manifeste. Outre ce qui a été dit à propos de l'article 4, l'article 3 de la constitution dote la langue arabe d'un haut conseil « *créé auprès* » du Président de la république alors que *tamazight* ne reçoit qu'une académie « *placée auprès* » de la même autorité. La loi relative à la généralisation de l'utilisation de la langue arabe dote cette langue d'un statut très fort : Elle constitue un élément de la souveraineté nationale, son usage est d'ordre public, général et obligatoire, passible de sanction en cas d'infraction.

2_ « *Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale* ».

une variante régionale au détriment des autres ; ce faisant, il prend le risque de pousser les différentes communautés *amazighophones* à demander à ce que leur variante linguistique devienne également langue officielle. Le constituant aurait pu se suffire de dire que l'arabe et le *tamazight* sont les langues nationales et officielles de l'Etat, ce qui est plus conforme à la réalité et plus juste.

Alinéa 3. « *Il est créé une académie algérienne de la langue amazighe, placée auprès du Président De la République* ». Une norme de valeur législative (loi, ordonnance) ou réglementaire (décret) aurait pu suffire pour créer cette institution ; à moins de vouloir lui conférer, par ce mode de création, une importance politique et une autonomie juridique mais qui reste à vérifier dans ses statuts futurs. Si l'on s'en tient aux habituelles pratiques des pouvoirs publics, il est légitime de douter par avance de son autonomie juridique et administrative.

Alinéa 4. « *L'académie, qui s'appuie sur les travaux des experts, est chargée de réunir les conditions de la promotion de Tamazight en vue de concrétiser, à **terme**, son statut de langue officielle* ». L'officialisation est subordonnée à la création d'une académie, ce faisant, le constituant ne reconnaît pas à *tamazight* le statut de langue à part entière pour mériter d'ores et déjà d'être élevée au rang de langue officielle de l'Etat. Etait-il besoin de le formuler ainsi dans un texte constitutionnel au risque de cristalliser et d'attiser les crispations ? Aucune échéance n'étant fixée, que se peut-il advenir si l'académie n'arrive pas à accomplir sa mission dans un délai que l'on jugera acceptable raisonnable ?

L'article 4 soulève plus de problèmes qu'il n'en résout. Par ailleurs, l'article 212 n'intègre pas *tamazight* parmi les matières constitutionnelles¹ qui ne sont pas sujettes à révision. Juridiquement, une simple révision constitutionnelle pourrait donc suffire à abroger l'article 4. Politiquement, ce sera une décision difficile et dangereuse à prendre, même en cas d'arrivée d'une majorité franchement hostile à l'*amazighité* ou en cas de changement de régime.

Près de deux années après la promulgation de la Constitution, aucun texte n'a été pris pour créer l'académie, ni pour arrêter le statut de *tamazight*. D'ores et déjà, des questions redoutables soulèvent des positions difficiles à concilier : d'une part celles qui concernent le choix de la langue d'officialisation : opter pour le kabyle, faire émerger une langue standard, garder toutes les variantes ; d'autre part, celles qui concernent le choix de la graphie²: opter pour une graphie commune : latine, arabe ou *tifinagh* ; ou bien laisser à chaque région sa graphie habituelle : caractères latins pour la Kabylie, caractères arabes pour les Aurès et le Mزاب et caractères *tifinagh* pour le Hoggar.

¹ 1. Caractère républicain de l'Etat ; 2. Ordre démocratique, basé sur le multipartisme ; 3. Islam, en tant que religion de l'Etat ; 4. Arabe, langue nationale et officielle ; 5. Libertés fondamentales, droits de l'Homme et du Citoyen ; 6. Intégrité et unité du territoire national ; 7. Emblème national et hymne national ; 8. Rééligibilité une seule fois du Président de la République.

² _ Hugh Roberts (2007), « L'officialisation de *tamazight* et la question de la graphie : réflexions et considération politiques, in « *Algérie-Kabylie, Etudes et interventions* », Alger, Editions Barzakh, 2014, pp. 281-286

2. Un ancrage institutionnel insuffisant

La pratique administrative est le reflet de la volonté politique des pouvoirs publics de promouvoir *tamazight* par des textes juridiques, des institutions et des moyens ; prioritairement pour les locuteurs des régions *amazighophones*. Force est de constater que *tamazight* comme langue de travail et de communication institutionnelle est loin de répondre aux attentes citoyennes, ni même d'être à la hauteur de la constitution, ainsi que le montre les quelques décisions qui ont été prises.

Il est créé un « *Haut-commissariat chargé de la réhabilitation de l'amazighité et de la promotion de la langue amazighe* » (décret présidentiel n° 95-147 du 27 mai 1995). Pourquoi la volonté de créer un haut-commissariat rattaché à la Présidence de la république, alors que confier cette mission à un organe gouvernemental aurait été plus déterminant pour la promotion et le développement de *tamazight* ? Cela marquerait, sans aucun doute, une forte volonté politique, à doter l'institution de l'autorité nécessaire avec les attributions de plusieurs ministères, lui offrir la possibilité d'assister au conseil des ministres afin de défendre directement cette cause au plus haut niveau de l'Etat, sans passer par des intermédiaires. Il est nécessaire de rappeler que l'*amazighité* est une question transversale qui interpelle tous les départements ministériels.

Le Haut-commissariat a vu le jour dans la précipitation¹, moins d'une année après le boycott de l'école durant l'année scolaire 1994-95 en Kabylie,

¹ _ Dahbia Abrous (1995), « Le Haut-commissariat de l'*amazighité* ou les méandres d'une phagocytose », *Annuaire de l'Afrique du nord*, 583-590

dans le but d'apaiser les esprits. Depuis une vingtaine d'années, il a accompli sa mission sans qu'aucun cadre légal ne soit fixé pour l'enseignement de *tamazight*. Il est confiné dans le même statut, sans pouvoir exécutoire, ni moyens. Il n'a pas été pourvu au remplacement du premier haut-commissaire décédé, en 2004, si bien qu'il est géré, depuis, par son secrétaire général. Malgré plusieurs demandes, la tutelle n'a jamais reçu le Haut-commissariat. Chaque année, un bilan de ses activités avec des recommandations est transmis à la Présidence de la république ; bilans non exploités, pour preuve en est que cela ne transparaît pas dans les travaux avec les départements ministériels. Malgré cela, le Haut-commissariat a pu organiser bon nombre de manifestations scientifiques, produire des études, publier deux revues et éditer plusieurs ouvrages.

La dernière reconnaissance constitutionnelle (2016) ne semble pas avoir eu beaucoup d'impact sur le gouvernement et les départements ministériels. Pour accomplir la mission qui lui est confiée, le Haut-commissariat dépend pour une large part des ministères. Aucun organe collégial de haut niveau (un conseil supérieur de l'*amazighité*, par exemple), placé auprès du Président de la République ou du Premier ministre, n'a été créé. Pour l'instant la collaboration interministérielle est limitée à un organe interne au Haut-commissariat, il s'agit d'un comité intersectoriel de coordination comprenant des représentants des ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de la formation professionnelle, de la communication, de la culture et de la planification ; et on peut se demander pourquoi le ministère de l'intérieur n'en fait pas partie. Cet organe est chargé de développer la concertation entre les secteurs chargés de l'exécution de

plans annuels et pluriannuels, de dégager les mesures permettant la concrétisation des objectifs assignés au Haut-commissariat. Il ne s'est réuni qu'une seule fois, lors de son installation. Les ministères, sauf à un moindre degré ceux de l'éducation et de la culture, sont réticents à collaborer¹. Pour contourner cet obstacle, le Haut-commissariat est tenu d'en appeler à la collaboration bilatérale. Des conventions ont été passées avec quelques ministères² et organismes publics³ dans le but de promouvoir *tamazight* dans la communication institutionnelle, l'usage administratif et la visibilité environnementale.

3. Une pratique administrative plus qu'embryonnaire

Beaucoup de textes législatifs et réglementaires n'ont pas été mis en conformité avec les révisions constitutionnelles, notamment celle de 2002. Il faut espérer que, désormais, les parlementaires directement, et les justiciables indirectement, saisiront le conseil constitutionnel pour faire respecter la légalité constitutionnelle.

Tamazight est langue de communication sociale, au moins dans les régions berbérophones du pays. L'article 8 de la loi 08-09 portant code de procédure civile et administrative continue d'obliger les justiciables à utiliser exclusivement l'arabe dans les prétoires, sans même leur donner la possibilité de faire appel à un interprète. L'article 25 de la loi n° 12-07 relative à la *wilaya* admet, pour la première fois dans une administration, que les

¹ Djaffar Ouchellouche (2004), « Tamazight et les institutions de l'Etat », Alger, Haut-commissariat, *Timmuzgha*, n° 9, pp. 45-47.

² Tourisme, justice, culture, information et communication, éducation nationale, formation professionnelle, environnement et énergies renouvelables, transports, moudjahiddine.

³ Algérie presse service, Office national d'alphabétisation, Caisse nationale des assurances sociales.

délibérations et les travaux de l'assemblée populaire de *wilaya* peuvent se dérouler en langue nationale mais avec la réserve qu'ils ne doivent être rédigés qu'en arabe, sous peine de nullité. On peut y voir l'amorce d'une officialisation dans le sens que lui donnerait la constitution de 2016, c'est-à-dire une langue officielle infra étatique¹. Les ministères dont les administrations reçoivent intensément du public n'ont pris aucune mesure pour faciliter la communication et les relations administratives avec les locuteurs *amazighophones*².

Les *wilayate* concernées au premier chef, celle de Kabylie, n'ont même pas créé sur leurs sites une page électronique en *tamazight*. Il reste beaucoup à faire en ce qui concerne l'information, les formulaires et les procédures administratives. Sans contrainte juridique et sans efforts conséquents de la part de l'Etat, *tamazight* n'est pas prêt de devenir une « langue du pain » par la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus.

//. La promotion velléitaire de l'identité *amazighe*

Après avoir tenté de faire disparaître l'*amazighité* par dilution ou absorption dans les autres composantes de l'identité nationale, la constitution affirme que l'Etat œuvre désormais à la promotion et au développement de *tamazight* et de l'*amazighité*. Des résultats plus que modestes ont été atteints depuis 2002, premier temps de la constitutionnalisation.

¹ Pognon, E., & Ragald, J-M. (2002). Langues sub-étatiques et principes du droit : la dialectique de l'épreuve réciproque. *Pouvoirs dans la Caraïbe*, 13. Repéré à URL <http://plc.revues.org/294>.

² _ Haut-commissariat de l'amazighité (2001), Journées d'étude sur « *Tamazight dans l'environnement juridique* », Sidi Fredj.

1. Les prénoms amazighs continuent d'être rejetés

Le prénom est une question identitaire très sensible qui touche au cœur même de l'intimité des choix familiaux. Selon l'article 64 de l'ordonnance n° 70-20¹ du 19 février 1970 relative à l'état civil, les prénoms doivent être de consonance algérienne ; tous les autres prénoms qui ne sont consacrés ni par l'usage ni par la tradition sont interdits. À la suite du Printemps *amazighe* de 1980, en mesure de représailles, le gouvernement a produit le 7 mars 1981 trois décrets² sur l'onomastique. Celui relatif à l'élaboration d'un lexique national des prénoms (décret n° 81-26) a produit une nomenclature officielle incomplète qui oblige les familles à entamer un éprouvant parcours auprès de l'administration, puis de la justice afin de faire enregistrer le prénom de leur choix. Ce parcours n'est pas toujours couronné de succès, avec des effets dramatiques sur la vie des familles lorsque l'enfant demeure sans prénom enregistré, parfois durant plusieurs années.

La question qui se pose est de savoir ce qu'est un prénom à « *consonance algérienne* ». Soit le lexique est incomplet parce que tous les prénoms berbères ne sont pas connus sauf pour les plus usuels d'entre eux ; soit des prénoms *amazighs* connus n'y figurent pas pour des raisons inconnues. Si la consonance algérienne est pris au sens juridique (c'est-à-dire au regard de la nationalité), il n'y a aucun motif à rejeter tant les origines de l'Algérie sont plurielles ; s'il est pris dans un sens culturel (c'est-à-dire arabo-islamique), cela expliquerait les rejets par des prises de position idéologique,

¹ Ordonnance n° 70-20 du 19 février 1970 relative à l'état civil, JO n° 21.

² _ Décret n° 81-26 du 7 mars 1981 portant établissement d'un lexique national des prénoms, JO n° 10 ; Décret n° 81-27 du 7 mars 1981 portant établissement d'un lexique national des noms de villes, villages et autres lieux, JO n° 10 ; Décret n° 81-28 du 7 mars 1981 relatif à la transcription en langue nationale des noms patronymiques, JO n° 10.

exacerbées ces dernières années dans un contexte de forte islamisation de la société. Alors algérien signifierait exclusivement arabo-musulman et en conformité avec la *chari'a*. L'ordonnance de 1970 a laissé le champ ouvert en référant à l'usage et à la tradition, champ verrouillé par un lexique officiel¹, incomplet ou biaisé. Or, depuis l'acceptation officielle du fait *amazighe*, au moins depuis 2002, de très nombreux et nouveaux prénoms *amazighs* sont apparus dont il faudrait prendre en compte puisque le lexique doit être réactualisé tous les trois ans. A ce jour, le rejet de prénoms *amazighs* se poursuit même dans les régions berbérophones, alors que parallèlement, on accepte des prénoms turcs, persans, voire même occidentaux. Les prénoms et noms à consonance *amazighe* doivent être transcrits en caractères arabes, or l'alphabet arabe ne contient pas toutes les lettres de l'alphabet *amazighe*; ce qui ne manque pas de soulever de redoutables problèmes administratifs lorsque le patronyme d'une même famille est transcrit de différentes manières².

2. La visibilité environnementale expurgée

L'environnement culturel amazighe manque de visibilité, hormis dans les territoires berbérophones³La toponymie est le marqueur identitaire *amazighe* de l'espace depuis des temps très anciens⁴. L'administration s'est attelée globalement à faire disparaître les appellations d'origine *amazighe*, sans pour

¹ _ Décret n° 81-26 du 7 mars 1981 portant établissement d'un lexique national des prénoms, JO n° 10.

² _ Décret n° 81-28 du 7 mars relatif à la transcription en langue nationale des noms patronymiques, JO n° 10.

³ Haut-commissariat de l'amazighité, 2000, Journées d'étude sur « *L'environnement culturel amazighe* », Sidi Fredj, 15-16 novembre.

⁴ Haut-commissariat de l'amazighité (2015), Actes du colloque « De la toponymie algérienne, du local au national », Jijel, 25-27 juillet ; Francis Manzano (2011), « Berbères, berbérisme : noms, territoires, identités, Considérations anthropologiques, lexicologiques et onomastiques en suivant Germaine Tillon (2000) et quelques autres », *Cahiers de sociolinguistique*, n° 11, pp. 175-214

autant les faire réapparaître ou en donner de nouvelles depuis 2002, si ce n'est chichement. La dénomination des lieux relève de l'autorité communale en fonction des traditions et des spécificités locales (décret n° 81-27), ensuite le ministère de l'Intérieur arrête le lexique national. La baptismation et la débaptisation des institutions, lieux et édifices publics se font exclusivement à l'instigation de l'administration¹. Ni la population, ni la société civile, ni les usagers ne sont consultés, et encore moins associés car le référendum d'initiative ou de participation locale n'existe pas.

Sous couvert d'algérianisation, en fait d'arabisation, les pouvoirs publics s'emploient à gommer la visibilité spatiale de l'*amazighité*, et cela depuis l'indépendance, en usant notamment de divers procédés (remplacement ou altération). Les exemples en sont nombreux : *Ath* est remplacé par *Beni, Abi* ou *Bou*, *Aghvalou* par *Bir*, *In* par *Ain*, *Assif* par *Oued*, *Ighil* par *Draa*. Certains noms ont été réécrits en arabisant l'orthographe : *Vgayeth* devient *Bejaia*, *Tuvireth* est transformé en *Bouira*, *Imechdallathen* en *M'cheddallah*. Une ville nouvelle a été créée à la périphérie de Constantine, dénommée Massinissa, mais cela demeure un cas rare. Si des appellations *amazighes* sont retenues, elles sont accolées avec des noms d'origine arabe ² ou alors elles sont remplacées par d'autres noms³. Parfois, des inconnus effacent les appellations arabisées et les remplacent par celles d'origine *amazighe*, quelquefois en les retranscrivant en caractère *tifinagh*.

¹ Décret présidentiel n° 14-01 du 05 janvier 2014 fixant les modalités de baptismation ou de débaptisation des institutions, lieux et édifices publics, JO n° 01.

² L'aéroport de Tlemcen est baptisé Zenâta-Messali El Hadj, avec une arabisation du mot Zenâta

³ Un nouveau pont fut construit à Constantine, dénommé Salah Bey, nom du dernier bey de Constantine de la période ottomane, il aurait pu s'appeler « pont Massinissa », ce qui aurait été un juste hommage rendu à Constantine, capitale du premier Etat berbère dont le chef fut précisément Massinissa. Le nouvel opéra d'Alger a été baptisé du nom de Boualem Bessaïeh, aucun édifice culturel n'a été dénommé du nom de Mohamed Iguerbouchen, en hommage au premier compositeur et interprète algérien d'envergure internationale de musique classique universelle.

3. Les médias publics s'ouvrent incomplètement et timidement

Depuis 1962, parmi les médias publics¹ la radio a été le seul canal officiel d'expression *amazighe* à travers la Chaîne II, principalement en kabyle. Cette chaîne a émis dans un contexte défavorable à dessein : émetteurs faibles, volume horaire réduit, budgets inconsistants, pressions administratives et policières sur les animateurs. Malgré cela, cette radio a été, au cours des années 1970, un puissant vecteur de l'éveil identitaire *amazigh* grâce à l'engagement de ses animateurs². Depuis 1990, cette chaîne a été dotée de sa propre direction, son volume horaire est monté *crescendo* pour atteindre, depuis janvier 2005, vingt-quatre heures de diffusion. Par ailleurs, plusieurs radios locales ont été créées dans les années quatre-vingt-dix dans les régions *amazighophones* ; elles émettent douze heures par jour en arabe et *tamazight* ; d'autres en régions *amazighophones* n'émettent qu'en arabe. Aucune radio arabe n'émet également en *tamazight* bien que la diaspora *amazighe* soit implantée sur tout le territoire national.

La télévision publique nationale, le média par excellence, attribut de la souveraineté nationale, a ignoré totalement *tamazight* et a diffusé la culture *amazighe* en tant que folklore au titre de la diversité culturelle. Il faudra attendre 1992 pour qu'un flash d'informations de quelques minutes soit consacré dans les trois variantes (kabyle, chaouia et mozabite) ; il sera, en 1996, transformé en journal d'informations de trente minutes. En pratique, les

¹ Ministère de la communication-Haut-commissariat de l'amazighité (2014), Actes du colloque international « Médias, communication, langue et langages : où en est tamazight ? », Azazga, 7-9 juin.

² Said Sadi, « Cherif Kheddami, Abrid iggunin, le chemin du devoir », Edité à compte d'auteur, 2017, 454 pages

autres variantes parlées par les petites communautés berbérophones, disséminées sur tout le territoire¹ sont sacrifiées. Une télévision *amazighe* a été créée en 2010 (TV4), mais sans liberté d'information ni d'expression car la censure est de règle dans l'unique télévision publique. Simple service administratif de la chaîne nationale, elle ne dispose pas d'une autonomie juridique. La moitié de ses programmes sont, par ailleurs, diffusés en arabe, et la transcription se fait dans les caractères propres à cette langue.

Rappelons que l'unique jeu de caractères *tifinagh* que possédait l'imprimerie nationale avait été détruit en 1962. La presse écrite publique en *tamazight* est inexistante. Les seules initiatives à relever sont de nature privée émanant des partis « kabyles » (FFS, RCD), de journaux qui diffusent une page en *tamazight*, d'associations et de particuliers. Toutes ces publications ont disparu faute de subventions, de publicité ou de sponsoring.

4. La culture, l'éternel parent pauvre

La culture *amazighe* demeure anémique dans l'espace public (Haut-commissariat, 2000). La législation ignore totalement ou partiellement la culture *amazighe*, même celle promulguée après 2002². L'essentiel de la promotion culturelle et artistique publique se fait quasi-uniquement à l'instigation du Haut-commissariat et de quelques collectivités territoriales. Des festivals culturels locaux ont été créés (kabyle, chaouia, mozabite, targui, chenoui, zenati). Moins de cinq films ont été produits en *tamazight* avec un

¹ _ Yaici Sabih (2017), « *Les langues amazighes en voie de disparition* », 20 février, <http://www.lematindz.net/news/23421-les-langues-amazighes-en-voie-de-disparition-i.html>; UNESCO, « *Les langues en danger dans le monde* », <http://www.unesco.org/languages-atlas/Atlas>.

² _ Ministère de la communication-Haut-commissariat de l'amazighité (2014), déjà cité.

soutien public. Le jour de l'an « *Yennayer* » est sans doute la date du calendrier *amazigh* la plus fêtée dans toute l'Algérie, y compris de manière officielle ; cependant, les nombreuses demandes d'institutionnalisation comme un jour férié, par exemple, sont restées lettre morte. Aucun musée n'est exclusivement consacré à l'art et à la civilisation *amazighe*, sauf au sein de celui des arts populaires, et uniquement pour l'artisanat. Le patrimoine architectural est laissé à l'abandon à l'image du refuge de la Kahina, de la *kala'a* des Beni Abbas ou des Beni Hammad. Pourtant, un centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel africain existe à Alger et bénéficie d'un siège¹.

En décembre 1992, une monnaie de collection est battue à l'effigie de Massinissa. La période numide a été longtemps occultée dans la philatélie ; en 1993, un timbre est dédié au mausolée royal de Maurétanie à Tipaza, un autre au mausolée de Massinissa à El Khroub, mais le Medracen de Batna a été simplement ignoré ; en 2004 et 2005, cinq timbres consacrés à six rois numides ; en février 2017, un timbre commémorant la première année de l'officialisation de *tamazight* est mis en vente.

Seule, l'édition se développe de manière assez conséquente au niveau des éditeurs publics, alors qu'il était auparavant pratiquement impossible de le faire, auprès d'eux, avant 1989.

La culture *amazighe* continue d'être frappée ouvertement d'ostracisme. Aucune ville n'a été décrétée capitale de la culture *amazighe* alors qu'elle

¹ _ Décret Présidentiel n° 15-333 du 27 décembre 2015 portant ratification de l'accord entre le Gradp et l'UNESCO concernant la création et le fonctionnement d'un centre régional à Alger pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique, de catégorie 2, JO n° 69.

intéresse une dizaine de pays¹. L'Algérie a abrité des manifestations fastueuses internationales : Alger et Constantine ont été décrétées capitales de la culture arabe en 2007 et 2015 ; Tlemcen capitale de la culture islamique en 2011. Ces manifestations, dotées de budgets faramineux, ont été organisées uniquement à des fins de prestige international.

III. L'enseignement, un acquis qui reste à consolider

L'enseignement est le secteur clé pour la promotion et la pérennisation de *tamazight*. Officiellement, il n'apparaît pas dans l'ordonnance n° 76-35 du 16 avril 1976 portant organisation de l'éducation et de la formation. Il est dispensé de manière clandestine par des militants jusqu'à l'avènement de la constitution 1989 où il est toléré publiquement à l'initiative d'associations culturelles berbères. L'enseignement universitaire puis scolaire a été officialisé à la suite des puissants mouvements de revendication de 1980 (printemps berbère), 1994 (boycott scolaire) et 2001 (printemps noir).

1. Un enseignement universitaire sans débouchés

L'enseignement de *tamazight* à l'université d'Alger a été supprimé dès 1962, puis autorisé de manière informelle de 1967 à 1973 sous la direction de Mouloud Mammeri. L'enseignement universitaire de *tamazight* est le premier à faire l'objet d'une reconnaissance officielle à la suite du Printemps d'Avril 1980, à travers la création d'un « institut national supérieur de culture

¹ _ Dahbia Abrous & Hélène Claudot-Hawad (1999), « *Imazighen* du nord au sud : des ripostes différentes à une même négation », *Annuaire de l'Afrique du nord*

populaire »¹, basé à Tlemcen, éloigné de toute zone *amazighophone* et en ignorant l'*amazighité* dans ses programmes. Par la suite, « *des départements de culture et dialectes populaires* » ont été créés mais rattachés aux instituts des langues et cultures arabes, dans le but de rechercher un « étranglement *ab initio* »²D'autres départements ont été créés par la suite à Tizi Ouzou, Bejaia, Batna et Khenchela et ils ont fini par être érigés en instituts. Il a fallu attendre dix-sept ans après le Printemps berbère de 1980 pour qu'un diplôme de licence en *tamazight* soit créé (décret exécutif n° 97-149 du 10 mai 1997).

Un centre³ de recherche de langue et culture *amazighe* est créé très tardivement, en 2017(décret exécutif n° 17-95 du 26 février 2017). Il est placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche scientifique. Il est doté d'un conseil d'administration composé de représentants de huit ministères et du Haut-commissariat, il ne comprend aucun représentant de la société civile (que ce soit une compétence ou une association), alors que depuis la constitution pluraliste de 1989, cela est devenu banal de prévoir une représentation associative. Désormais, des centaines de diplômés en *tamazight* sont désormais formés chaque année, mais sans qu'ils ne puissent s'insérer dans le marché du travail si ce n'est dans des secteurs très limités et avec une offre d'emplois très réduite.

¹ _ Décret n° 84-242 du 18 août 1984 portant création d'un institut national d'enseignement supérieur en culture populaire à Tlemcen, JO n° 34.

² Salem Chaker (1990), « *Imazighen ass-a* », Alger, Bouchene, p. 79.

³Habituellement est créé un centre national puisque ce n'est pas le cas ici, est-ce pour minorer l'*amazighité*, ou bien pour tenir compte des variantes régionales ?

2. Un enseignement scolaire chaotique

L'enseignement scolaire a été lancé en 1995 de manière précipitée et empirique pour des raisons politiques dans le but d'apaiser et d'atténuer les effets contestataires du boycott scolaire de 1994-95. Il a fallu attendre huit années pour que l'ordonnance n° 03-09 du 13 août 2003, complétant celle n° 76-35 du 16 avril 1976 portant organisation de l'éducation et de la formation, pour que *tamazight* soit introduit légalement à l'école au titre des « *activités d'éveil* » et/ou en tant que discipline à tous les niveaux du système éducatif. Le *tamazight* est placé en théorie sur le même pied d'égalité que les autres matières, en fait, il est relégué à un statut d'enseignement facultatif. En effet, l'article 4 de la loi n° 08-04 du 23 janvier 2008 portant loi d'orientation sur l'éducation nationale, donc treize ans après 1995, fixe un cadre légal à l'enseignement de *tamazight*. L'école a la mission « *d'assurer la maîtrise de la langue arabe, en sa qualité de langue nationale et officielle, en tant qu'instrument d'acquisition du savoir à tous les niveaux d'enseignement, moyen de communication sociale, outil de travail et de production intellectuelle* »; alors que son article 34 la limite à « *promouvoir la langue tamazight et d'étendre son enseignement* », et selon la « *demande exprimée* », c'est-à-dire de manière non obligatoire et générale, mettant de nouveau en cause le principe constitutionnel d'égalité entre citoyens, et en dépit de la ratification d'une convention internationale¹. Un centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de *tamazight* (décret exécutif n° 03-470 du 2 décembre 2003) a été créé et rattaché au ministère de l'éducation nationale. Il a pour mission la promotion, le développement, la

¹Décret n°68-581 du 15 octobre 1968 portant ratification de Convention internationale relative à la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, JO n° 87.

recherche sur l'enseignement de *tamazight* et de participer à l'élaboration de programmes de formation des enseignants. Le problème du contenu de l'enseignement se pose : enseigner *tamazight* ou en *tamazight*, avec le risque de perpétuer de manière dominante l'enseignement de la culture arabo-islamique.

Le gouvernement ne fait plus l'effort de sensibilisation, sauf des effets d'annonce en début d'année scolaire. Les circulaires et directives du ministère ne sont pas appliquées. Les directeurs d'établissements refusent d'ouvrir des classes malgré la demande des parents. Les rentrées scolaires sont démarrées sans aucune préparation. *Tamazight* est une langue maternelle¹, malgré cela, elle est enseignée à partir de la quatrième année primaire, après l'enseignement de deux langues qui sont totalement étrangères à l'élève : l'arabe littéraire et le français. *Tamazight* demeure toujours une langue facultative, ni obligatoire, ni générale. Les variantes sont enseignées dans des graphies différentes selon les régions. L'enseignement est décousu, dispensé dans un palier, abandonné, puis repris dans un autre. Parfois, les enseignements des cycles primaire et moyen sont assurés en même temps par manque d'enseignants. Les trois heures d'enseignement hebdomadaire ne sont pas toujours respectées. Les horaires ne sont pas adaptés, généralement fixés en fin de journée.

Dans de nombreuses *wilayate*, l'hostilité politique et idéologique de la part des tenants de l'araboislamisme (écrivains, universitaires, associations,

¹ _ Abdennebi (H) & Kherdouci (H) (2004), L'enseignement du kabyle, langue maternelle, *Timmuzgha*, n° 10, octobre.

partis politiques, personnel religieux...) a démobilisé les enseignants et découragé les parents. Des interventions sont entreprises auprès des directeurs ou des enseignants afin de dissuader les élèves d'apprendre cette langue, alors que par ailleurs des parents demandent à ce que leurs enfants soient dispensés de *tamazight*. Les enseignants de *tamazight* se retrouvent marginalisés, sans encadrement, sans suivi pédagogique, sans documents pédagogiques et outils didactiques, et sans possibilité de perfectionnement en cours de carrière¹.

Conséquence de son statut pédagogique et des résistances et/ou forces d'inertie de l'administration, l'enseignement de *tamazight* recule au lieu de progresser. Certes, les effectifs augmentent sur le plan quantitatif mais ils diminuent sur le plan qualitatif puisque le nombre de *wilayate* couvertes est moins élevé. En effet, lancé durant l'année 1995–1996 dans seize *wilayate* pilotes avec 37 690 élèves, l'effectif s'élève à 214 442 élèves en 2010, 235 000 en 2013², mais répartis que sur six *wilayate*, en précisant que 90% des élèves sont inscrits dans les *wilayate* berbérophones de Tizi Ouzou et Bejaia. Les locuteurs arabophones sont très peu nombreux à apprendre le *tamazight*.

Conclusion

La situation de *tamazight* et de l'*amazighité* s'est, sans aucun doute, améliorée et des avancées notables sont à relever notamment dans l'enseignement. Cependant, les autres secteurs demeurent toujours aussi

¹ _ Tamazgha, 2013, L'Etat algérien et la question amazighe, *Rapport alternatif de Tamazgha au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale*, Nations Unies, février, 44 pages.

² _ Ahmed Tessa (2015), *Tamazight à l'école, une revendication d'algérianité*, *Le Soir d'Algérie* du 11 mai.

anémiques. Le régime algérien reste encore chevillé à ses convictions arabo-islamiques¹, révélant un manque manifeste de volonté politique malgré les quelques ouvertures juridiques. Les concessions faites à l'*amazighité* sont minimes et parcellaires et elles sont le fruit, à chaque fois, de longues luttes douloureuses. Après avoir mené une politique de négation de l'*amazighité*, le gouvernement s'emploie aujourd'hui à faire œuvre de tergiversations et d'atermoiements ; quant à l'administration, elle continue à faire preuve de lenteurs, d'immobilisme, sinon de franche hostilité.

L'article 4 de la constitution est rédigé d'une manière ambiguë et consacre une inégalité linguistique, il génère par conséquent une inégalité citoyenne des locuteurs. Les textes législatifs ne sont pas mis en conformité avec la norme fondamentale. Le poste de haut-commissaire demeure vacant depuis 2004 et certains organes du Haut-commissariat ne sont pas renouvelés. L'enseignement de *tamazight* a toujours souffert du manque d'enseignants, de locaux et de moyens. La culture est encore plus durement frappée en raison de la crise financière (due à la chute des prix du pétrole depuis 2014), si bien que le budget de ce ministère a chuté de 35% en 2016. Au mieux, les autorités sollicitent l'*amazighité* dans des activités patrimoniales, folkloriques ou festives. Au pire, des activités culturelles continuent à être interdites et les militants à être interpellés².

Le travail à accomplir demeure colossal si l'on prend comme exemples les prescriptions de la Charte européenne des langues régionales ou

1 _ Haut-commissariat de l'amazighité (2003), Actes du Colloque « Identité, langue et Etat », Alger, Bibliothèque Nationale d'Algérie, 18, 19 et 20 mars.

² Ainsi en est-il de ceux d'une association culturelle de la commune d'Aokas (Bejaia) à la suite de l'organisation cette année de huit conférences, et qui ont toutes été interdites.

minoritaires de 1992, la Déclaration universelle des droits linguistiques de Barcelone de 1996 ou la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007.

Tamazight compte treize variantes en Algérie et certaines sont déjà en voie de quasi-disparition¹. L'avenir de cette langue est compromis par les effets conjugués de plusieurs facteurs concomitants et durables : la généralisation de l'utilisation de la langue arabe littéraire, le détachement par le découpage administratif de portions territoriales berbérophones et leur rattachement à des *wilayate* dont la population est à majorité arabophone, l'expansion de l'arabe algérien dans les villes *amazighophones*, l'absorption de locuteurs berbérophones par l'arabe du fait de leur émigration vers d'autres régions, l'amenuisement de la transmission intergénérationnelle familiale.

Lors des élections législatives de 2017, l'abstentionnisme en Kabylie a atteint un taux alarmant de 85 % ; message puissant de désobéissance civile que cette région envoie en direction du pouvoir central. Face à l'intransigeance de l'Etat, puis à ses tergiversations, d'autres voies de revendications plus radicales se profilent à travers la régionalisation, l'autonomisation ou même l'indépendance². Une minorité linguistique veut devenir l'acteur de sa propre histoire.

¹ Elles ne sont plus parlées, ou très peu par les vieilles personnes à Beni Snous (*tasnoussit*) dans la wilaya de Tlemcen, dans l'atlas blidéen, la région d'Arzew (*tamazight*), dans la région d'El Bayadh (*tachelhit*), le Touat (*taznant*), dans la région de Tougourt (*tagargrant*), Tabelbala (*korendje*) dans la région de Bechar ; à un degré moindre dans le Chenoua (*tachenouit*) et Ain Salah (*tidikelt*). *Tamazight* demeure encore vivace en Kabylie (kabyile), dans les Aurès (*tachaouit*), dans le Hoggar (*tamasheq*) et au Mزاب (*tamzavit*) en raison du grand nombre de locuteurs.

² _ Ferhat Mehenni (2004), « Algérie : la question kabyle », Paris, Editions Michalon.